CCI ÎLES DE GUADELOUPE

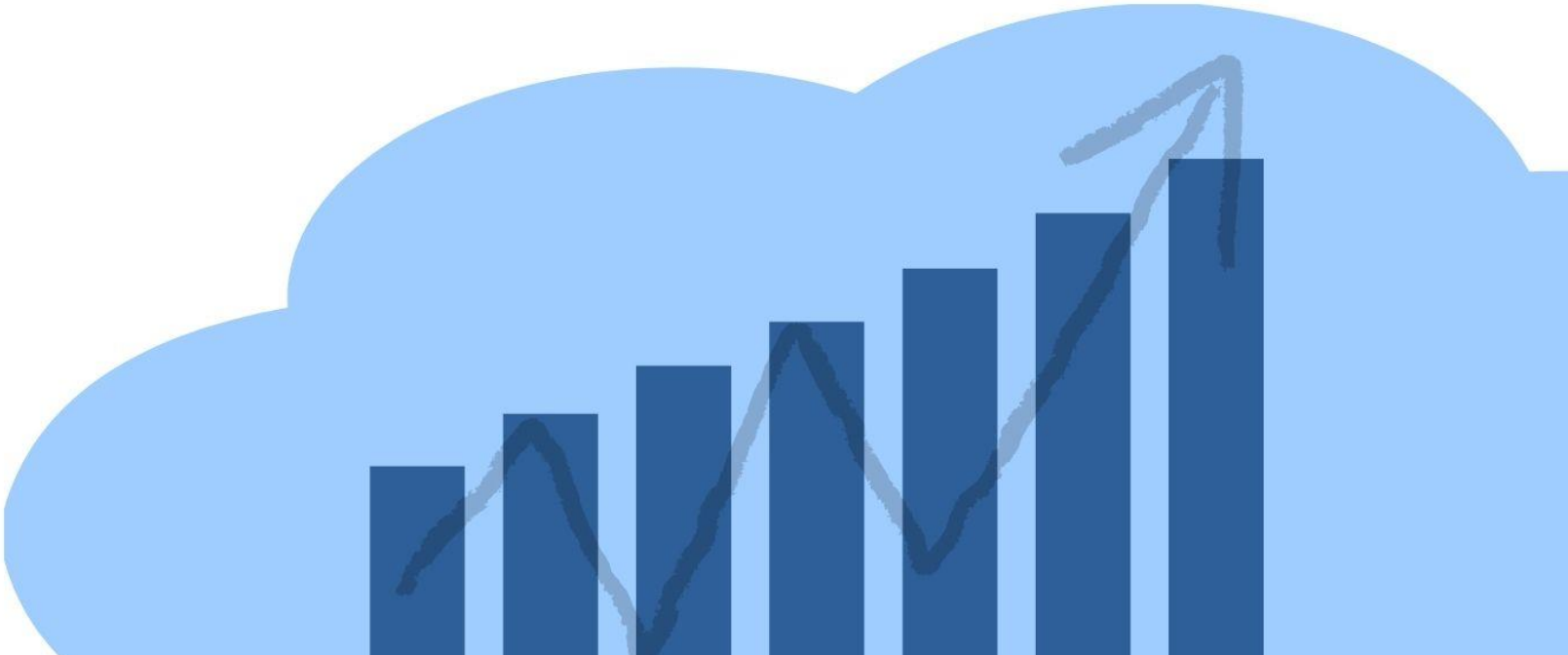
1er ACCÉLÉRATEUR DES ENTREPRISES

OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

TABLEAU DE BORD CONJONCTUREL DE LA GUADELOUPE

2ème TRIMESTRE 2025

OCTOBRE 2025



LE TABLEAU DE BORD CONJONCTUREL DE LA GUADELOUPE QU'EST-CE QUE C'EST ?

Le Tableau de bord conjoncturel de la Guadeloupe a pour vocation de fournir une lecture synthétique et trimestrielle de la situation économique locale.

Construit à partir d'indicateurs-clés, il permet de suivre l'évolution des principales variables économiques (activité, emploi, consommation, prix, etc.) afin d'identifier les tendances à court et moyen terme.

Ce document constitue un outil d'aide à la décision pour les acteurs économiques, les institutions et les collectivités, en offrant une vision actualisée et objective de la dynamique territoriale. Il s'inscrit dans une démarche de veille économique et de diffusion de l'information pour mieux anticiper les enjeux du développement local.

Evolution des principaux indicateurs économiques

2025-T1 ➡ 2025-T2

- Dynamique entrepreneuriale : +41%
- Indice du climat des affaires : +3,3 points
- Recouvrement des cotisations : +2,3 points
- Défaillances d'entreprise : +2%
- Demandeurs d'emploi : -4,8%
- Taux de chômage : +0,9 point
- Emploi salarié privé : -0,3%
- Taux d'occupation hôtelier : -1,5 point
- Indice des prix à la consommation : +0,1%
- Carburants :
  - +1,1% pour le sans plomb
  - -1,8% pour le gazole
- Construction de locaux :
  - Locaux commencés : +2,1%
  - Locaux autorisés : -22,7%
- Construction de logement :
  - Logement commencés : -9,1%
  - Logements autorisés : -5,3%
- Taux des crédits à l'investissement :
  - Immobilier : -0,4 point
  - Equipement : -0,3 point
- Taux des crédits de trésorerie :
  - Découverts : +1,1 point
  - Crédits échéancés : -3,2 points

GLOSSAIRE

1) **Dynamique entrepreneuriale :** Evolution des créations d'établissements diminuée des radiations.
2) **Indice du climat des affaires :** Indicateur synthétique produit par l'IEDOM mesurant le ressenti des chefs d'entreprise sur la conjoncture.
3) **Cotisations sociales :** Montants versés par les employeurs et les salariés pour financer la protection sociale.
4) **Défaillances d'entreprise :** Une entreprise est en défaillance si une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire a été ouverte à son encontre pour cessation de paiements.
5) **Taux de chômage :** Part des actifs sans emploi, en recherche active de travail.
6) **Emploi salarié privé :** Ensemble des personnes travaillant comme salariés dans des entreprises privées.
7) **Taux d'occupation hôtelier :** Part des chambres d'hôtel occupées sur l'ensemble des chambres disponibles.
8) **Construction de locaux ou de logements commencés :** Nombre de m^2 ou de projets de construction effectivement entamés sur une période donnée.
9) **Construction de locaux ou de logements autorisés :** Nombre de m^2 ou de projets de construction ayant reçu un permis de construire sur une période donnée.
10) **Crédit à l'équipement :** Prêt bancaire destiné à financer l'achat de biens durables nécessaires à l'activité d'une entreprise (véhicules, machines, etc.).
11) **Crédit à l'investissement :** Financement bancaire mobilisé pour des projets de développement, de modernisation ou d'extension.
12) **Crédit de trésorerie :** Prêt à court terme visant à couvrir les besoins de liquidités d'une entreprise.
13) **Crédit de trésorerie échéancé :** Crédit de trésorerie dont le remboursement est étalé sur moins d'un an.
14) **Indice des prix à la consommation :** L'indice des prix à la consommation (IPC) mesure l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages.
15) **Chômeur de catégorie A :** Individu sans emploi, inscrit à France Travail et tenu de faire des actes positifs de recherche d'emploi

2ème trimestre 2025 : Redressement partiel et tensions persistantes

La conjoncture économique en Guadeloupe au 2ème trimestre 2025 présente des tendances contrastées, marquée par des signaux de reprise, mais aussi par des fragilités persistantes.

La **dynamique entrepreneuriale montre un net redressement** illustré par une forte hausse des créations nettes d'établissements. En parallèle, **les défaillances d'entreprises continuent d'augmenter**, prolongeant une tendance amorcée depuis 2 ans.

Le **taux d'impayés des cotisations sociales, en hausse, se maintient pour le deuxième trimestre consécutif**. En revanche, le **climat des affaires s'améliore** après le repli du trimestre précédent, reflétant ainsi un regain de confiance des acteurs économiques.

Concernant **l'emploi, le taux de chômage repart légèrement à la hausse**, tandis que le **nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en catégorie A et l'emploi salarié dans le secteur enregistrent une baisse.**

Le **taux d'occupation hôtelier, quant à lui, poursuit son recul,** mais demeure à un niveau élevé.

Dans le **bâtiment**, les tendances divergent : **la construction de locaux enregistre une légère reprise**, tandis que celle des **logements chute** après deux trimestres consécutifs de progression.

Par ailleurs, **les taux d'intérêt sur les crédits à l'investissement poursuivent leur contraction**, suggérant un assouplissement de la politique monétaire et une volonté manifeste de relancer l'activité économique.

Enfin, la quasi-stabilité de **l'indice des prix à la consommation** contraste avec les fluctuations des **prix des carburants qui augmentent pour le sans-plomb et diminuent pour le gazole.**

Dynamique entrepreneuriale : Reprise des créations nettes

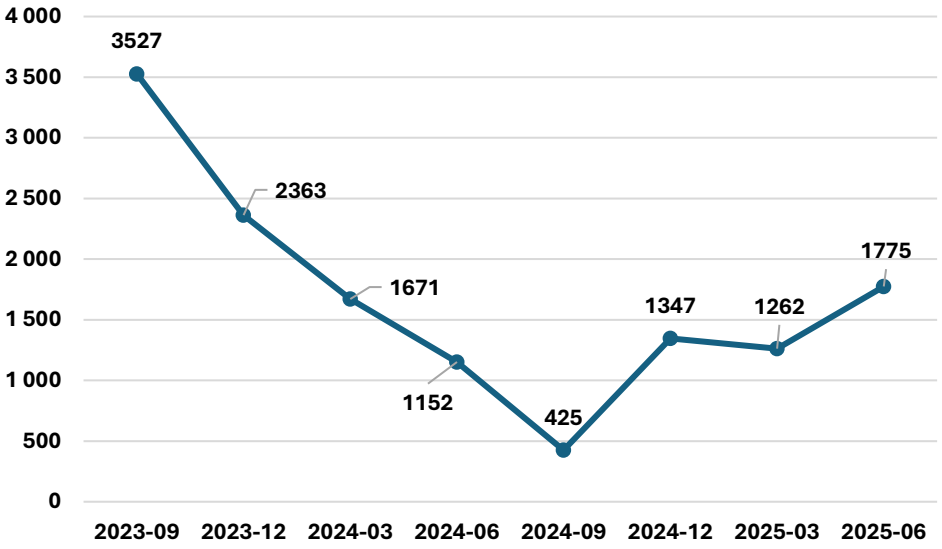


Figure 1 : Evolution sur les 12 derniers mois des créations nettes d'établissements inscrits au Fichier consulaire. *Source : CCI IG*

Fin juin 2025, le nombre de créations nettes d'établissements s'établit à 1 775 contre 1 265 fin mars 2025, soit une augmentation de 41%.

Cela marque un retournement, après la régression enregistrée en fin mars 2025.

Sur un an, la dynamique entrepreneuriale affiche également un net regain, avec une hausse de 54% par rapport à fin mars 2024, période au cours de laquelle on comptait 1 152 créations nettes.

Cela s'explique par le très important nombre de créations brutes observées sur janvier-juin 2025.

Indice du climat des affaires : En hausse ce trimestre

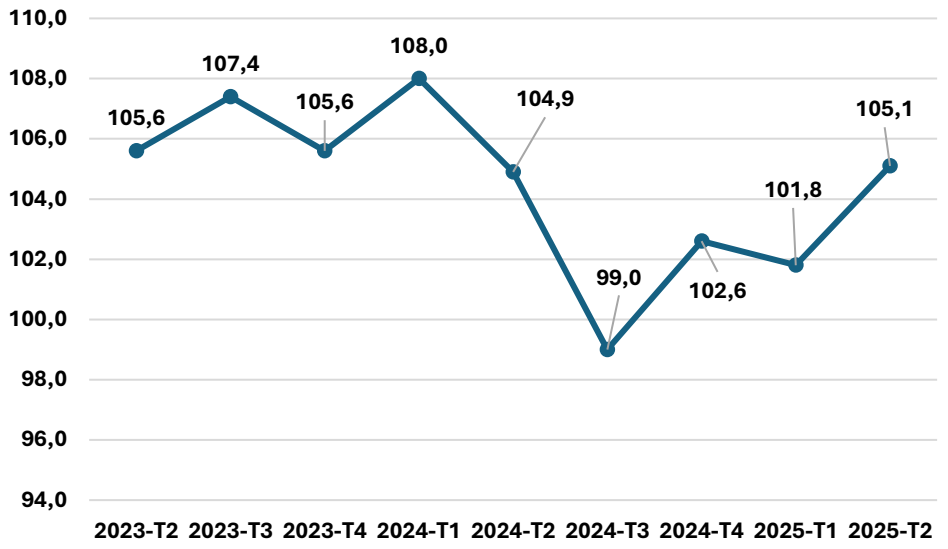


Figure 2 : Evolution trimestrielle de l'Indice du Climat des Affaires (ICA). *Source : IEDOM*

Au 2ème trimestre 2025, l'Indice du Climat des Affaires s'élève à 105,1 points, en progression de 3,3 points par rapport au 1er trimestre 2025, avec 101,8 points.

Ce redressement met fin au repli observé le trimestre précédent.

Sur un an, l'indice enregistre une croissance modérée de 0,2 point, puisqu'il était de 104,9 points au 2ème trimestre 2025.

Selon l'IEDOM, cela s'explique par une amélioration du moral des chefs d'entreprises, soutenu par une meilleure trésorerie et une réduction des délais de paiement.

Défaillances d'entreprises : La hausse se poursuit malgré un ralentissement ce trimestre

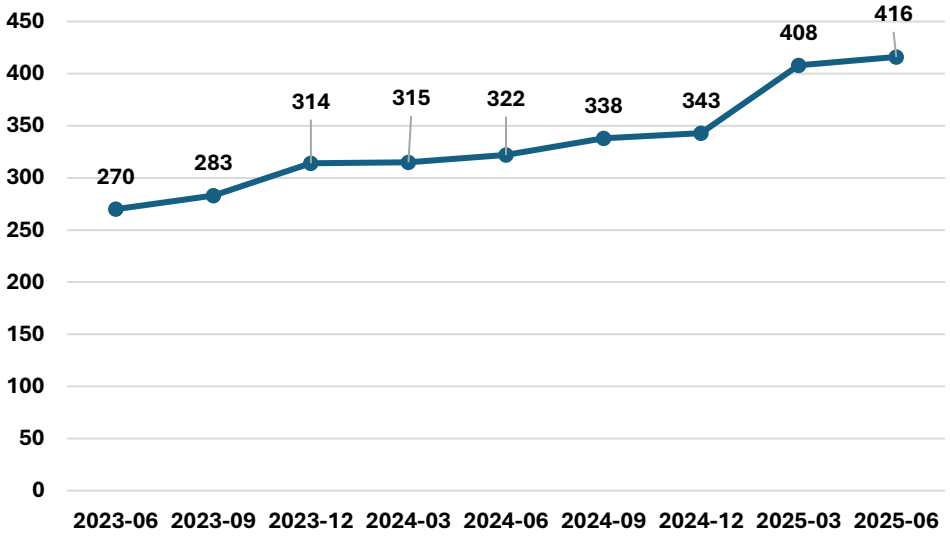


Figure 3 : Evolution sur 12 mois glissants du nombre de défaillances d'entreprise. *Source : INSEE*

Fin juin 2025, le nombre de défaillances d'entreprises atteint 416 contre 408 à fin mars 2025, soit un accroissement de 2,0%.

La hausse amorcée depuis fin juin 2023 poursuit sa lancée.

Sur un an, les défaillances d'entreprises ont progressé de 29,2%, passant de 322 à 416.

Cela pourrait résulter de la progression continue du nombre de redressements et liquidations judiciaires, notamment dans les secteurs du conseil aux entreprises, du commerce et de l'hébergement-restauration.

Recouvrement des cotisations sociales : Une progression notable sur deux trimestres consécutifs

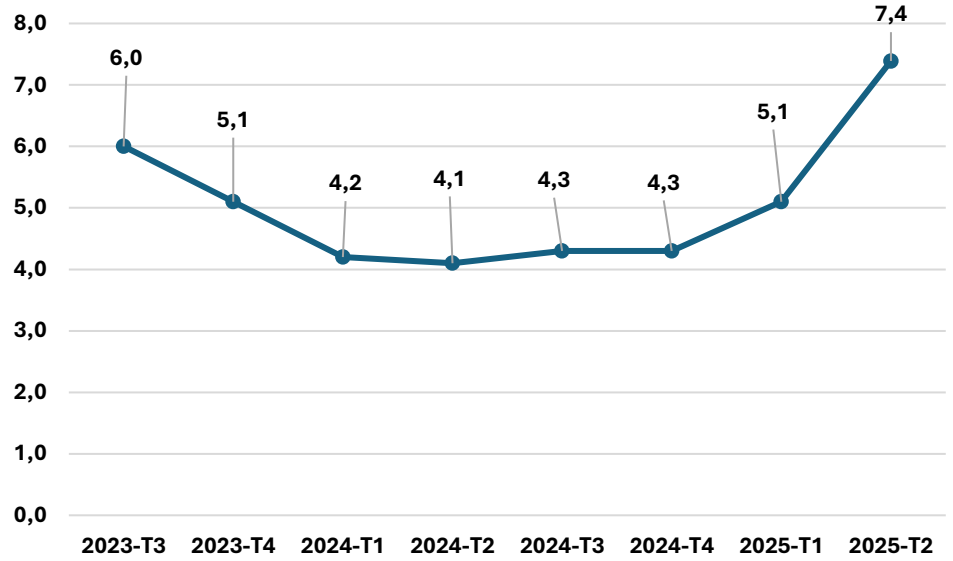


Figure 4 : Evolution trimestrielle du taux d'impayés moyen de cotisation pour les entreprises de 10 salariés ou plus. *Source : URSSAF*

Le taux d'impayés trimestriel moyen s'est accru de 2,3 points, passant de 5,1% au 1er trimestre 2025 à 7,4% au 2ème trimestre 2025.

Cette accélération confirme une tendance haussière modérée mais continue sur deux trimestres consécutifs.

Sur un an, le taux a augmenté de 2,3 points, en passant de 4,1% à 7,4%.

Cette augmentation du taux d'impayés souligne des problèmes de trésorerie majeurs au sein des entreprises mais aussi une dégradation du tissu économique.

Demandeurs d'emploi : En chute ce trimestre

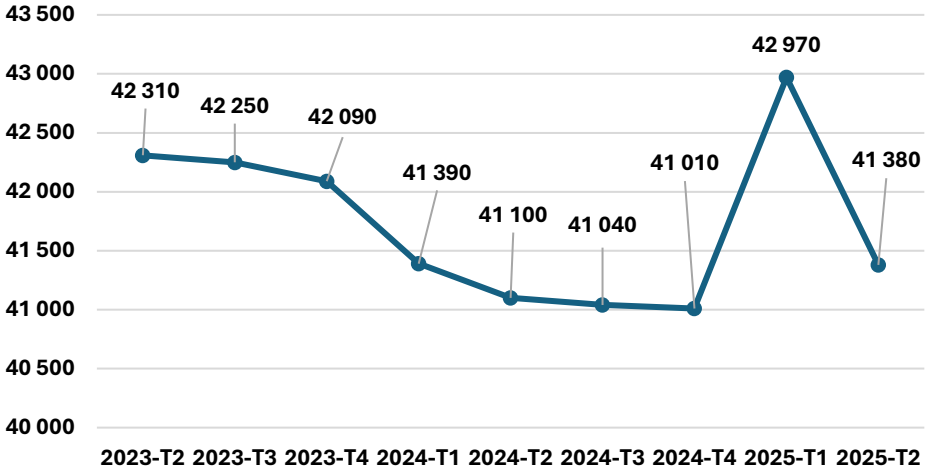


Figure 5 : Evolution trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi. *Source : INSEE*

Au 2ème trimestre 2025, 41 380 demandeurs d'emploi sont inscrits à France Travail en catégorie A, marquant une diminution de 3,7% par rapport au 1er trimestre 2025, avec 42 970 inscrits.

Toutefois, sur un an, la hausse atteint 0,7%. Le nombre d'inscrits s'élevait à 41 100.

La décroissance observée est en partie liée à de nouvelles méthodes de calcul du nombre de demandeurs d'emploi et à l'application des nouvelles sanctions entrées en vigueur le 1er juin 2025, suite au décret n°2025-478 du 30 mai 2025.

Taux de chômage : En reprise après deux trimestres de stabilité

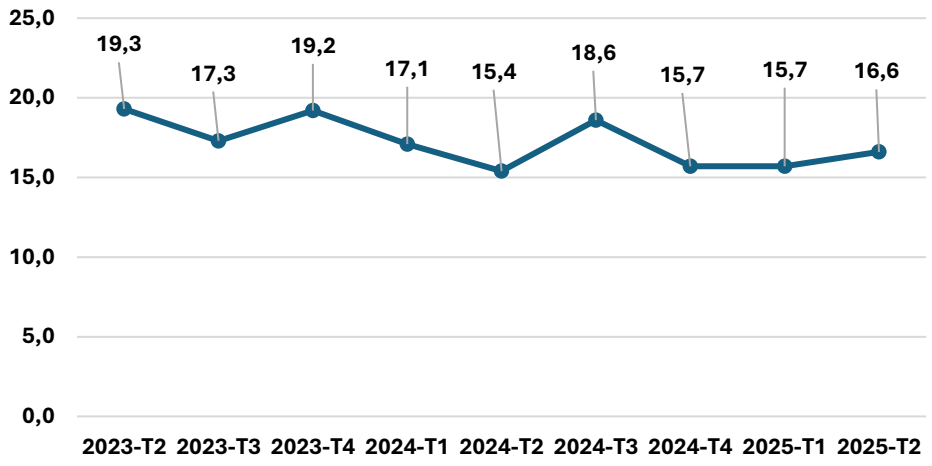


Figure 6 : Evolution trimestrielle du taux de chômage. *Source : INSEE*

Au 2ème trimestre 2025, le taux de chômage s'élève à 16,6%, supérieur de près de 1 point à celui observé le trimestre précédent, soit 15,7%.

Sur un an, il affiche également une hausse de 1,2 point passant de 15,4% à 16,6%.

Ce phénomène s'explique par la baisse du nombre d'offres d'emploi. Ces dernières ont reculé de 17,2% entre ce trimestre et le trimestre précédent.

Emploi salarié privé : Un recul qui se poursuit

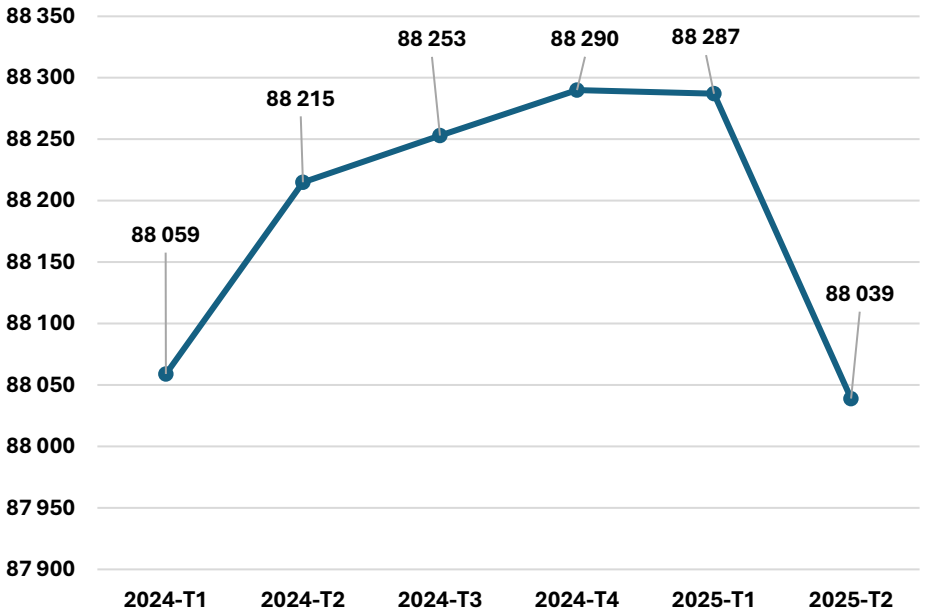


Figure 7 : Evolution de l'emploi salarié privé en fin de trimestre. *Source : INSEE*

L'emploi salarié dans le secteur privé affiche un recul de 0,3%, passant de 88 287 postes au 1er trimestre 2025 à 88 039 postes au 2ème trimestre 2025.

Ce repli confirme une tendance baissière modérée amorcée le trimestre dernier.

Sur un an, l'emploi salarié dans le secteur privé enregistre également une faible baisse de 0,2% passant de 88 215 postes à 88 039.

Cela reflète une situation économique qui se détériore et pèse sur l'emploi, particulièrement sur la construction qui a perdu 107 postes ce trimestre, et 425 postes en un an.

Taux d'occupation hôtelier : En repli pour le deuxième trimestre consécutif

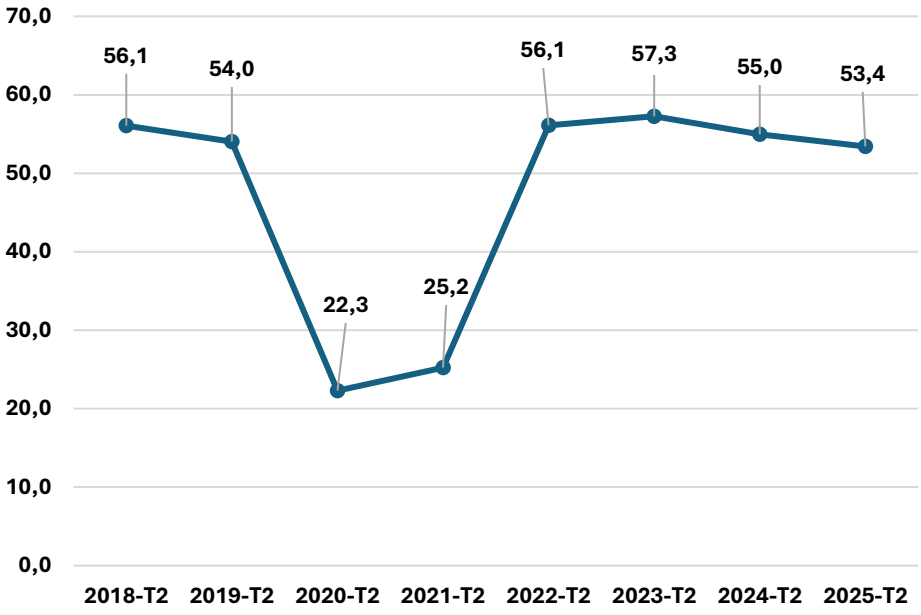


Figure 8 : Evolution du taux d'occupation hôtelier. *Source : INSEE*

Au 2ème trimestre 2025, le taux d'occupation hôtelier décroit légèrement de 1,6 point pour s'établir à 53,4%, contre 55,0% un an plus tôt.

Ce repli confirme la tendance baissière observée depuis le 2ème trimestre 2024.

Plusieurs éléments peuvent expliquer cette diminution :

- Le changement des préférences des clients de plus en plus tournés vers des hébergements alternatifs ;
- La fragilité persistante du secteur touristique qui pénalise à la fois par la hausse des coûts de transport et par une concurrence croissante au niveau régional.

Construction de locaux : Une reprise modérée des mises en chantiers, Une baisse significative des autorisations

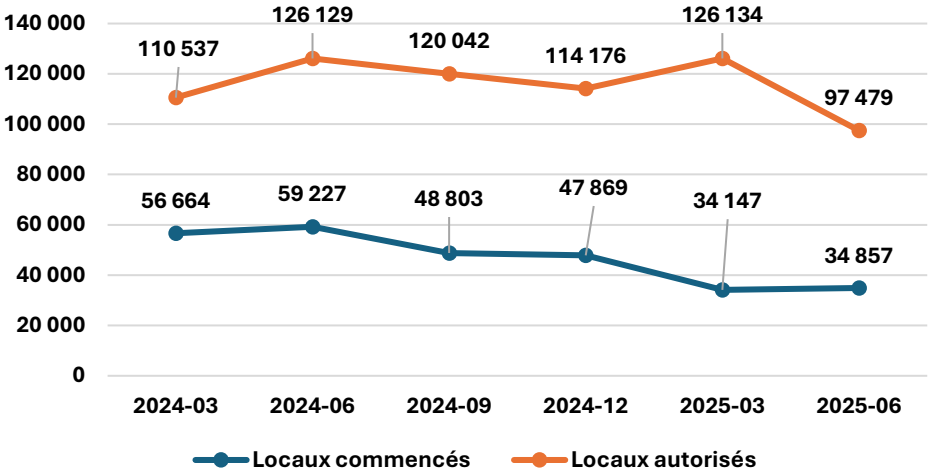


Figure 9 : Evolution sur 12 mois glissants des surfaces de locaux autorisés et commencés.
Source : INSEE

Fin juin 2025, les surfaces de locaux commencés atteignent 34 857 m², en hausse de 2,1% comparées à mars 2025 où elles atteignaient 34 147 m². Il y a un an, ces dernières étaient de 59 227 m², traduisant une diminution de 41,1%.

Du côté des autorisations, les surfaces chutent à 97 479 m², soit une décroissance de 22,7% comparativement au trimestre précédent, où elles s'élevaient à 126 134 m². Sur un an, la baisse est également de 22,7%. Elles s'élevaient à 126 129 m² l'an dernier.

Depuis fin décembre 2024, une évolution inverse s'opère entre les autorisations et les chantiers commencés.

Cette dynamique inverse pourrait refléter un écart entre la volonté de lancer des constructions et la capacité effective de mener à bien les projets, en raison notamment de contraintes financières et techniques.

Construction de logements : Ralentissement des chantiers et des autorisations

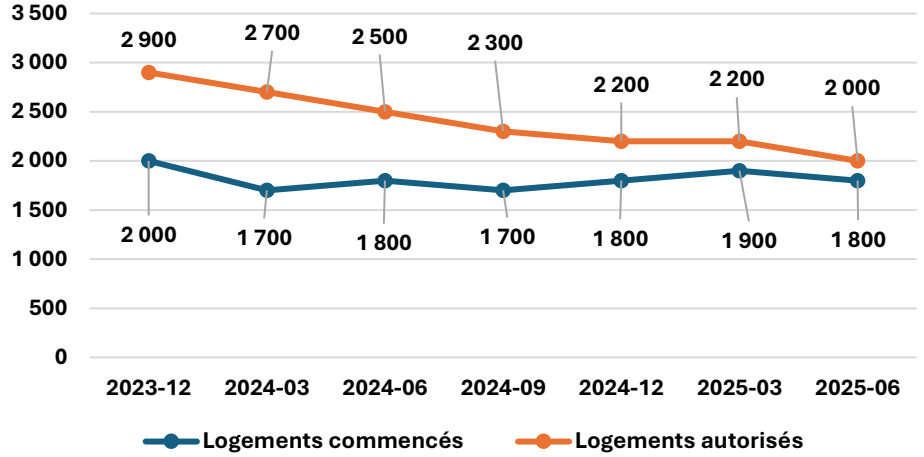


Figure 10 : Evolution sur 12 mois glissants des surfaces de locaux autorisés et commencés.
Source : INSEE

Fin juin 2025, le nombre de logements autorisés décroît de 9,1% par rapport au mois de mars 2025, avec 2 000 unités enregistrées.

En outre, une baisse de 20% sur un an est enregistrée, avec 2 500 autorisations en juin 2024. Cela traduit une diminution qui ne se résorbe pas au cours des trimestres.

S'agissant des logements commencés, 1 800 unités sont recensées ce trimestre, soit une contraction de 5,3% par rapport au trimestre précédent lors duquel on comptait 1 900 unités. Sur un an, le nombre de logements commencés est identique avec 1 800 logements recensés.

La réduction des autorisations pourrait traduire une prudence de la part des promoteurs dans un contexte toujours incertain.

De plus, la baisse des logements commencés signale un léger ralentissement de l'activité.

Crédits à l'investissement : Recul des taux pour les équipements et l'immobilier

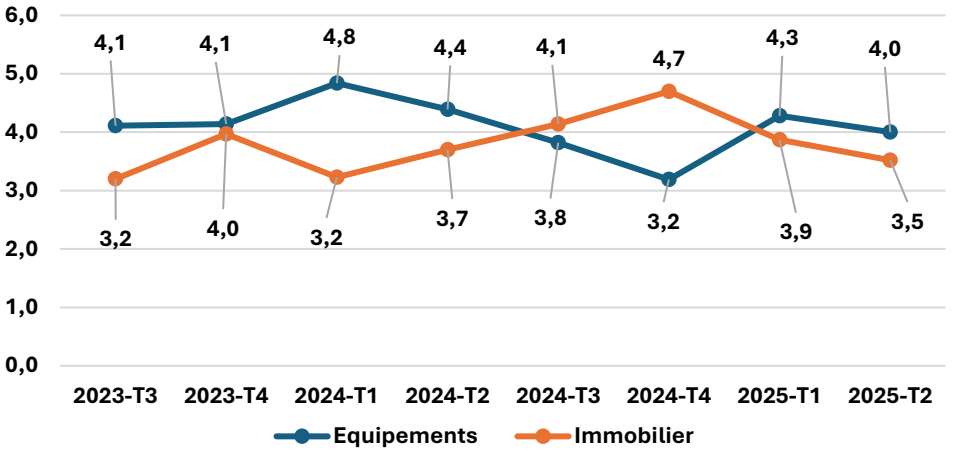


Figure 10 : Evolution trimestrielle des taux moyens de crédit à l'investissement.
Source : IEDOM

Au 2ème trimestre 2025, les taux moyens de crédits à l'investissement connaissent des évolutions homogènes après cinq trimestres de variations hétérogènes :

- **Le taux des crédits immobiliers a diminué de 0,4 point, passant de 3,9% au 1er trimestre 2025 à 3,5% ce trimestre.** Ce recul confirme la tendance à la baisse observée le trimestre précédent. **Par ailleurs, sur un an, le taux est également en régression de 0,2 point. Ce dernier s'établissait alors à 3,7%.**
- **Le taux des crédits pour les équipements s'établit à 4,0** % au deuxième trimestre 2025, **en baisse de 0,3 point** par rapport au trimestre précédent, **s'élevant alors à 4,3 %.**
  De plus, il reste en baisse sur un an avec un recul de 0,4 point par rapport au 2ème trimestre 2024 où il était de 4,4%.

Cela pourrait s'expliquer par l'assouplissement de la politique monétaire, la concurrence entre les banques locales, le désir de relancer l'activité économique et notamment le secteur de l'immobilier.

Crédits de trésorerie : Des évolutions contrastées ce trimestre

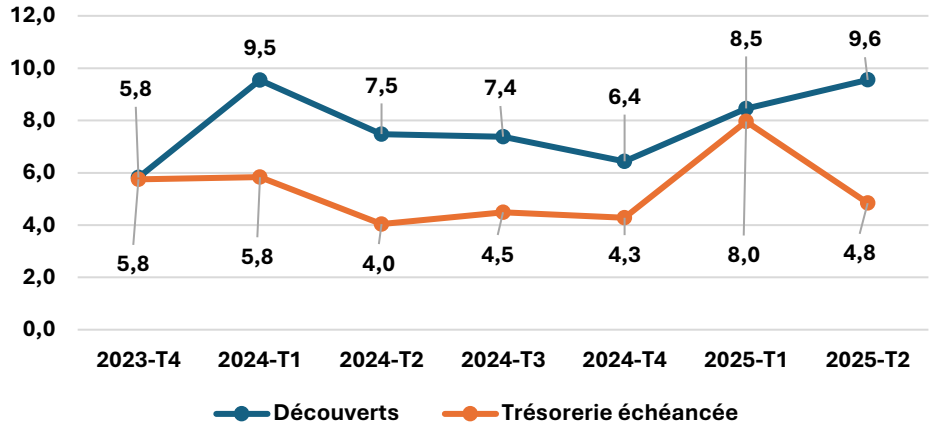


Figure 11 : Evolution trimestrielle des taux moyens de crédit de trésorerie.
Source : IEDOM

Au 2ème trimestre 2025, les taux moyens des crédits de trésorerie affichent des évolutions contrastées, rompant avec quatre trimestres consécutifs de variations homogènes :

- **Le taux moyen des découverts atteint 9,6 %, en progression de 1,1 point** par rapport au 1er trimestre 2025 où il était de 8,5 %. **Sur un an, le taux est également en hausse de 2,1 points** puisqu' il s'élevait alors à 7,5 %.
- Le taux moyen des **crédits de trésorerie à échéance s'établit à 4,8 %, enregistrant une forte baisse de 3,2 points** par rapport au trimestre précédent avec 8,0 %. **En revanche, ce taux moyen est en hausse de 0,8 point sur un an** puisqu'il s'établissait à 4,0 %.

Indice des prix à la consommation : Une inflation quasi stable

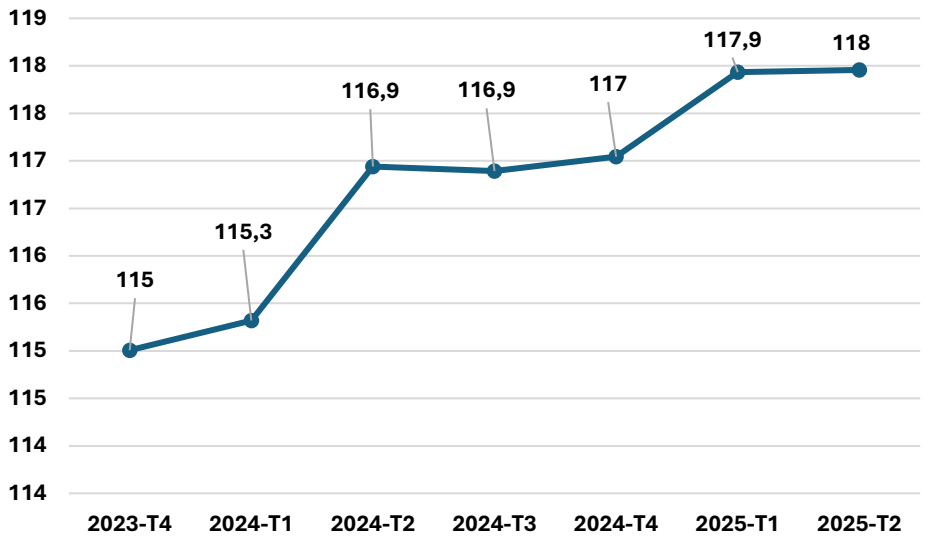


Figure 12 : Evolution de l'Indice des Prix à la Consommation.
Source INSEE

Au 2ème trimestre 2025, l'indice des prix à la consommation demeure quasi stable, avec une hausse modérée de 0,1% par rapport au trimestre précédent.

Sur un an, l'indice progresse de 1,1 point traduisant une inflation soutenue en Guadeloupe.

Cette stagnation pourrait s'expliquer par :

- Une baisse du coût de l'énergie qui a reculé de 2,3% ce trimestre ;
- Une faible hausse des prix de l'alimentation qui a augmenté de 0,6% ce trimestre.

Carburants : Hausse du sans-plomb et baisse du Gazole

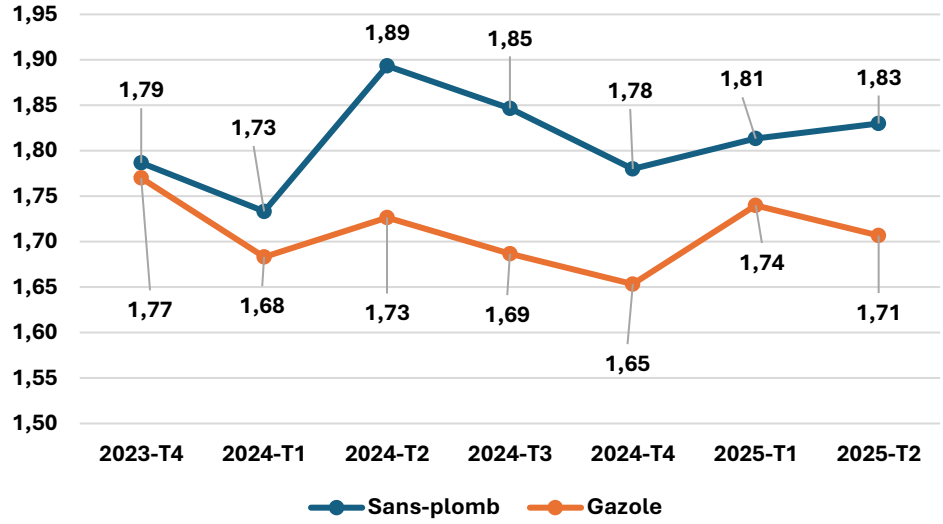


Figure 13 : Evolution du prix des carburants.
Source : Préfecture de Guadeloupe

Au 2ème trimestre 2025, les prix des carburants suivent des variations opposées par rapport au trimestre précédent :

- **Le prix du sans-plomb s'élève à 1,83 €/l, soit une augmentation de 1,1%** par rapport au 1er trimestre 2025 avec 1,81 €/l. **En revanche, ce prix est en baisse de 3,2% sur un an** dans la mesure où il était de 1,89 €/l.
- **Le prix du gazole s'établit à 1,71 €/l, en régression de 1,8% par rapport au trimestre précédent** avec 1,74 €/l. De plus, ce prix **est également en recul de 1,2% sur un an** car il s'élevait à 1,73 €/l.

Selon la Préfecture, les variations des prix des produits pétroliers sont fortement liées à la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. Cela suscite la crainte d'une récession économique mondiale et notamment une baisse de la demande de pétrole brut.

L'OBSERVATOIRE ECONOMIQUE

Nos missions

L'Observatoire économique de la CCI IG réalise des travaux de suivi et d'analyse des dynamiques conjoncturelles et sectorielles en Guadeloupe.

Véritable outil d'aide à la prise de décision, l'Observatoire s'adresse aux entreprises, aux acteurs publics et à l'ensemble des parties prenantes du développement local.

Dans cette dynamique, l'Observatoire propose également à la vente des études sur mesure, conçues pour répondre aux besoins spécifiques des porteurs de projet et des entreprises souhaitant mieux connaître leur environnement économique, évaluer leur potentiel de développement ou appuyer leur stratégie.

Nos produits

Etudes du potentiel commercial

Etudes de marché

Contact :

obseco@guadeloupe.cci.fr
0590 93 76 75

CCI ÎLES DE GUADELOUPE

1er ACCÉLÉRATEUR DES ENTREPRISES

TABLEAU DE BORD CONJONCTUREL DE LA GUADELOUPE

2ème TRIMESTRE 2025

Octobre 2025

Directeur de publication :
M. Omer BABOULALL
Directeur Général

Coordination :
M. Jérémy PISTOL
Responsable des études économiques et de l'Observatoire économique

Rédaction :
M. Jordan VINCENT
Conseiller Technique Fichier Consulaire

Pour toutes vos demandes :
OBSERVATOIRE ECONOMIQUE
Tél : 0590 93 76 65 / 0590 93 76 03 – publieco@guadeloupe.cci.fr

***

Chambre de Commerce et d'Industrie des Iles de Guadeloupe
Rue Félix EBOUE
97159 POINTE-A-PITRE CEDEX
0590 93 76 00 - contact@guadeloupe.cci.fr
www.guadeloupe.cci.fr

***